

Semaine du 21 au 25 septembre

AI FOR ALL GLOBAL BRIEF

1. SIGNAUX MONDIAUX — TRAVAIL, GOUVERNANCE ET SOCIÉTÉ

Washington et Pékin ouvrent une ligne directe sur l'IA. La guerre des puces, elle, reste intacte.

Lors de la visite d'État de trois jours de Xi Jinping à Washington, les États-Unis et la Chine ont convenu d'un canal bilatéral consacré aux incidents liés à l'IA et d'un dialogue permanent sur ce que la Maison-Blanche appelle désormais la « super intelligence », avec une prochaine session prévue d'ici novembre. La question qui détermine en grande partie qui aura accès à l'IA est restée exclue des discussions : le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer, a précisé que la vente de puces américaines avancées ne faisait pas partie des discussions, les qualifiant de « joyaux de la couronne de la technologie américaine ».

Aucune des deux parties ne s'est engagée sur des règles de sécurité communes. « Nous avons beaucoup d'avance sur la Chine, et nous comptons bien la garder », a déclaré Donald Trump. Pékin, de son côté, a moins de raisons de négocier qu'il y a un an : les fournisseurs chinois, emmenés par Huawei et Cambricon, représentent désormais environ 80 % du marché intérieur chinois des serveurs d'IA. Résultat : deux écosystèmes technologiques de l'IA qui se consolident en parallèle — reliés par une ligne téléphonique.

Pourquoi c'est important : Pour les pays qui n'appartiennent à aucun des deux blocs, ce sommet ne règle rien. Ils restent face à un choix entre deux écosystèmes — comme l'Égypte ce mois-ci, qui a retenu un data center national d'IA fondé sur Nvidia plutôt qu'une offre concurrente de Huawei. Un canal de crise entre deux superpuissances protège contre les accidents ; il ne donne à personne d'autre une place là où se fixent réellement les règles de l'IA.

Sources : [UPI](#) | [The Korea Times](#) | [Al Jazeera](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Alibaba Cloud ouvrira d'ici 12 mois ses premières régions cloud en Turquie, en Finlande et aux Pays-Bas, tout en se développant en Malaisie, en Allemagne, aux Émirats arabes unis, en France et à Hong Kong — une option chinoise qui arrive sur des marchés qui s'attendaient à un fournisseur unique. [\[source\]](#)

2. INFRASTRUCTURE ET CAPACITÉ DE CALCUL

Au Cap, les habitants exigent d'avoir leur mot à dire avant l'arrivée des data centers

L'association Housing Assembly du Cap et l'ONG britannique Foxglove ont déposé en août un recours contre deux projets de data centers d'Equinix dans la ville, d'une capacité totale de

174 mégawatts. Leur chiffre clé : ces installations consommeraient environ 4,4 milliards de litres d'eau par an — soit à peu près la consommation de 18 000 foyers. La coalition réclame désormais un moratoire national sur les nouveaux data centers, jusqu'à ce que les exploitants soient tenus de publier leur consommation d'eau et d'électricité et d'apporter des bénéfices aux communautés locales.

Ce recours intervient alors que Microsoft et AWS étendent leur présence en Afrique du Sud, et que la capacité opérationnelle des data centers en Afrique — environ 409 mégawatts aujourd'hui — devrait être multipliée par cinq environ d'ici 2030.

Pourquoi c'est important : La contestation porte sur l'ordre des choses, pas sur la technologie : les habitants découvrent ce qu'une installation prélèvera sur le réseau électrique et sur l'eau après son approbation. La réponse de l'Afrique du Sud fixera les conditions du consentement pour la vague de data centers qui se dirige vers le reste du continent.

Source : [Rest of World](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Le Canada offre un contrepoint au Nord : Bell Canada s'engage à investir jusqu'à 52,5 milliards de dollars canadiens dans un pôle d'IA souverain de 900 mégawatts en Saskatchewan — le plus important investissement de l'histoire de la province —, dans le cadre de nouveaux principes fédéraux sur les retombées locales et le coût de l'électricité. [\[source\]](#)

3. ÉDUCATION ET CAPACITÉS HUMAINES

Les fonctionnaires africains accèdent à une formation gratuite à l'IA, offerte par une banque qui évalue les gains à 1 000 milliards de dollars

Lancé lors de l'Assemblée générale des Nations unies, un nouveau programme du Groupe de la Banque africaine de développement — avec le Hub IA pour le développement durable du PNUD, Google, Apolitical, Stanford Online et SDA Bocconi — propose aux agents publics des pays membres de la Banque une formation gratuite à l'IA, à suivre à leur rythme. Il comprend trois cours : les fondamentaux de l'IA pour les agents publics, le leadership en matière d'IA au sein de l'administration, et les marchés publics assistés par l'IA. L'inscription est ouverte et gratuite.

Le cadrage de la Banque est en soi l'information : elle désigne les compétences et la capacité de gouvernance du secteur public — et non la puissance de calcul ou le financement — comme la contrainte déterminante, en citant sa propre estimation selon laquelle un déploiement inclusif de l'IA pourrait ajouter jusqu'à 1 000 milliards de dollars au PIB africain d'ici 2035.

Pourquoi c'est important : Ceux qui rédigent les règles d'achat public en matière d'IA, approuvent les projets de data centers et décident de la place de l'IA dans les écoles et les centres de santé sont rarement ceux que l'on forme. Pour un responsable des achats dans un ministère ou un administrateur de district, c'est une porte d'entrée sans frais — et pour les citoyens, l'un des rares leviers pour améliorer les décisions prises en leur nom en matière d'IA.

Sources : [allAfrica](#) | [APO / africa.com](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- À l'Université du Witwatersrand (Wits), à Johannesburg, quelque 165 étudiants de troisième année en informatique utilisent des outils de développement assistés par l'IA dans leurs projets de génie logiciel, grâce au programme Qoder soutenu par la Telkom Foundation, BCX et Alibaba Cloud. [\[source\]](#)

4. INDUSTRIES CRÉATIVES

La prochaine échéance européenne d'étiquetage de l'IA tombe le 2 décembre — et elle concerne des plateformes créatives bien au-delà de l'Europe

Depuis le 2 août, le règlement européen sur l'IA impose d'étiqueter clairement les hypertrucages (deepfakes) et d'informer les utilisateurs lorsqu'ils échangent avec un chatbot. Les systèmes d'IA générative déjà sur le marché avant cette date ont jusqu'au 2 décembre 2026 pour ajouter un marquage lisible par machine — filigranes ou métadonnées permettant de détecter automatiquement les images, sons et vidéos générés par l'IA. Le code de bonnes pratiques volontaire de la Commission sur le marquage et l'étiquetage précise comment s'y conformer.

La règle suit le public, pas le siège social : tout outil ayant des utilisateurs en Europe est concerné, quel que soit le lieu où il a été conçu.

Pourquoi c'est important : Pour un outil de génération d'images créé à Lagos, une start-up de voix de synthèse à Nairobi ou une plateforme vidéo de São Paulo ayant des utilisateurs européens, le 2 décembre est une échéance produit. Pour les créateurs humains, l'étiquetage obligatoire supprime un désavantage discret : ceux qui déclarent déjà leur usage de l'IA ne sont plus en concurrence avec ceux qui ne le font pas.

Sources : [Commission européenne](#) | [Règlement européen sur l'IA, article 50](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Abidjan accueillera en février 2027 le WAIFF Africa, première édition africaine du World AI Film Festival. Les candidatures de dix pays d'Afrique francophone sont ouvertes jusqu'au 31 décembre dans sept catégories, dont le documentaire IA, le clip musical IA et un prix de la meilleure création féminine ; les lauréats participeront à la finale internationale à Cannes en avril 2027. [\[source\]](#)

5. REGARD RÉGIONAL — AFRIQUE ET SUD GLOBAL

Le modèle indien de GPU subventionnés, référence pour le Sud global — et sa dépendance aux puces, la faille dans les fondations

L'approche indienne de la souveraineté en IA repose sur l'accès plutôt que sur la propriété du matériel. Dans le cadre de l'IndiaAI Mission, le gouvernement a intégré plus de 38 000 GPU et les met à disposition à tarifs subventionnés ; 190 projets ont été approuvés à ce jour — 78 portés par des organismes publics, 46 par des start-up et PME, 30 par de jeunes start-up, les autres par des chercheurs, des établissements universitaires et des étudiants.

Le modèle séduit d'autres gouvernements du Sud global, car il met la puissance de calcul à la portée d'utilisateurs qui n'auraient jamais pu l'acheter. Sa faiblesse se situe en amont : les puces sont importées, et l'accès dépend de chaînes d'approvisionnement et de politiques d'exportation que l'Inde ne contrôle pas.

Pourquoi c'est important : Pour une start-up de Pune ou un chercheur d'une petite université, un calcul subventionné fait la différence entre construire et regarder faire. Pour les gouvernements qui envisagent des programmes similaires, l'Inde montre les deux faces du marché : un accès large dès maintenant, et une exposition aux décisions prises à Washington et à Pékin — celles-là mêmes que le sommet de cette semaine a laissées intactes.

Sources : [Press Information Bureau, gouvernement indien](#) | [Hello Entrepreneurs](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Le Kenya a signé deux accords sur l'IA à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU — un protocole d'accord de cinq ans avec la Hoover Institution de Stanford et une déclaration conjointe avec Anthropic sur les compétences, la recherche, les tests de sécurité et l'usage dans le secteur public —,

mais aucun n'est assorti d'un financement, et la stratégie nationale d'IA du pays manque toujours de l'essentiel des quelque 1,17 milliard de dollars nécessaires. [\[source\]](#)

6. OPPORTUNITÉS ET ÉVÉNEMENTS

La CEA cherche des solutions d'IA africaines qui fonctionnent déjà — avec une vitrine à Accra du 2 au 5 novembre

La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), avec l'UIT et Research ICT Africa, a ouvert son appel continental pour les innovations africaines en IA 2026 (Continental Call for African AI Innovations). Il s'adresse aux start-up, universités, pôles d'innovation, organisations publiques et privées, entreprises sociales et innovateurs individuels africains — à une condition : disposer d'un prototype fonctionnel, d'un projet pilote ou d'une solution déployée, avec des preuves d'impact sur le développement dans des domaines comme la santé, l'agriculture ou l'éducation.

Les innovations retenues seront présentées au Café de l'innovation de la CEA, lors du 15^e Forum africain sur la gouvernance de l'Internet, à Accra (Ghana), du 2 au 5 novembre, devant des décideurs publics, des investisseurs et des partenaires de développement. La page officielle de l'appel n'indique pas de date limite ; les candidats sont invités à la confirmer auprès des organisateurs (sorene@un.org) avant de préparer leur dossier.

Pourquoi c'est important : La plupart des opportunités offertes aux développeurs africains d'IA récompensent des idées. Celle-ci demande des solutions qui fonctionnent déjà — ce qui convient mieux aux équipes qui ont livré un produit et ont besoin d'être vues par les gouvernements et les bailleurs qui décideront de son passage à l'échelle.

Sources : [CEA — Café de l'innovation](#) | [Opportunities for Africans](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- L'African AI Film Festival reçoit jusqu'au 20 octobre des courts métrages, films d'animation et documentaires réalisés avec l'IA par des cinéastes africains et de la diaspora — gratuitement pour les cinéastes basés en Afrique et les étudiants —, avec des avant-premières à Hollywood le 21 novembre et à Kampala le 12 décembre. [\[source\]](#)

UN SIGNAL À SUIVRE

Qui a son mot à dire. À Washington, les deux puissances qui fabriquent les puces d'IA les plus avancées du monde ont accepté de parler des risques de l'IA — et laissé de côté la question de savoir qui peut acheter ces puces. Au Cap, des habitants demandent à être entendus avant que les data centers qui tournent sur ces puces ne puisent dans leur eau et leur électricité. À New York, le Kenya a signé des accords sur l'IA sans financement, tandis que la Banque africaine de développement ouvrirait une formation gratuite aux agents publics qui négocieront les prochains contrats. L'Inde montre une voie médiane : un accès large et subventionné à une puissance de calcul qu'elle ne fabrique pas. Le signal à suivre, c'est la capacité de négociation. Les gouvernements et les communautés qui comprennent ce qu'ils signent — et ce que cela leur coûtera — obtiendront de meilleures conditions. Les autres subiront celles qu'on leur impose.

AI for All Global Brief est une publication de la Tomorrow Foundation.